

Un étrange et problématique colloque sur l’Afrique des Grands Lacs au Sénat

Laurent Larcher

La Croix, 8 mars 2020

Lundi 9 mars, le Palais du Luxembourg ouvre ses portes à des intervenants connus pour nier ou minimiser le génocide des Tutsis au Rwanda. Contrairement à ce qu’annonce le programme, le docteur Denis Mukwege, Prix Nobel de la paix 2018, dément soutenir ce colloque, tandis que l’Académie des Sciences d’Outre-Mer lui retire son parrainage.



Le colloque, organisé lundi 9 mars au Sénat, à Paris, a pour thème « L’Afrique des Grands Lacs, 60 ans de tragique instabilité ». Lionel Bonaventure/AFP

Que sait-on de ce colloque ?

Ce colloque, organisé lundi 9 mars au Sénat, à Paris, a pour thème « L’Afrique des Grands Lacs, 60 ans de tragique instabilité ». Il est organisé avec le concours d’au moins deux sénateurs, l’ancien ministre

Alain Richard, qui doit l’ouvrir, et l’ancien ministre Gérard Longuet, qui doit le conclure. Selon son programme, il se tient avec le soutien prestigieux du prix Nobel de la Paix 2018, le docteur Denis Mukwege, et il est parrainé par la très sérieuse Académie des Sciences d’Outre-mer.

Au côté du sénateur Alain Richard, le programme affirme que ce colloque sera aussi ouvert par le secrétaire perpétuel de l’Académie des Sciences d’Outre Mer, Pierre Gény. Deux tables sont prévues. La première a pour thème « Historique, constat, 60 ans de massacres, de violences de masse, de crimes contre l’humanité et de génocide ». La seconde, analysera « les responsabilités régionales et internationales » de cette « tragique instabilité ».

Pourquoi ce colloque est problématique ?

Le panel de la seconde table ronde soulève un profond malaise, comme en témoignent plusieurs pétitions qui demandent au Sénat et à son président, Gérard Larcher, d’annuler ce colloque. On y retrouve les principales personnalités qui, aujourd’hui encore, nient ou minimisent le génocide commis contre les Tutsis au Rwanda. En premier lieu, Judi Rever, l’auteur du livre *In Praise of blood, the crimes of the Rwandan Patriotic Front*.

Publié en 2018 par Penguin Random House, ce livre soutient que le génocide contre les Tutsis a été orchestré par Paul Kagame, le président actuel du pays, afin qu’il puisse s’emparer du pouvoir. L’auteur accuse le front armé dirigé en 1994 par Paul Kagame, le FPR, d’avoir infiltré les milices hutus In-

terahamwe et d'avoir pris part directement au massacre des Tutsis. À ses yeux, les Hutus ont été les victimes d'un génocide perpétré par le FPR. Ce livre a été jugé « négationniste » par presque toute la communauté des historiens et spécialistes du sujet. Les éditions Fayard, qui devaient en publier une traduction française en mars 2019, ont renoncé à le faire.

À son côté, on retrouve Jean-Marie Vianney Ndagijimana, l'ancien ambassadeur du Rwanda en France. Dans son livre *Paul Kagame a sacrifié les Tutsis* (La Pagaie, 2009), il affirme : « Paul Kagame a délibérément sacrifié les Tutsis de l'intérieur du pays et s'en est ensuite servi comme prétexte pour trahir les accords de paix d'Arusha et prendre le pouvoir par la force. Mon analyse des événements et mon intime conviction me conduisent par ailleurs à affirmer qu'il y a eu deux génocides parallèles et concomitants au Rwanda ».

Participant également à cette table ronde, Charles Onana. Dans son dernier livre, *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise*, ce journaliste et historien affirme que « la thèse conspirationniste d'un régime hutu ayant planifié un "génocide" au Rwanda constitue l'une des plus grandes escroqueries du XXe siècle ». Invité, en octobre 2019, sur LCI par Vincent Hervouët (membre de l'Académie des Sciences d'Outre-mer et annoncé comme l'animateur de ce colloque - ce qu'il ne sera pas finalement en raison de son emploi du temps, a-t-il précisé, dimanche 8 mars, à *La Croix* -) Charles Onana affirmait : « Entre 1990 et 1994, il n'y a pas eu de génocide contre les Tutsis, ni contre quiconque. » Cet auteur fait actuellement l'objet de poursuites pénales pour contestation de crimes contre l'Humanité, à la suite de cette déclaration, par la Licra.

« À LCI, précise Vincent Herouët, nous n'avons pas reçu l'ombre d'une plainte à ce sujet : cette phrase est sortie avec malhonnêteté de son contexte. Charles Onana n'a jamais nié sur notre antenne la réalité du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994. On comprend bien dans cet entretien, qu'il parle de la période qui précède ce génocide. »

Est annoncé, enfin, à cette table ronde, l'ancien secrétaire général de l'Élysée de François Mitterrand, au moment du génocide des Tutsis au Rwanda, Hubert Védrine. Défenseur de la politique française au

Rwanda avant et pendant le génocide, il estime que les travaux de Judi Rever sont une référence. Quel est le rôle du docteur Denis Mukwege dans ce colloque ?

Selon l'agence en charge de l'organisation de ce colloque, DGM, c'est le docteur Mukwege qui leur a demandé de s'occuper de cet événement. L'agence explique à *La Croix* que le Prix Nobel de la paix avait dû renoncer à participer à un séminaire qui s'était tenu le 2 décembre 2019 à l'Assemblée nationale sur le rapport que l'ONU a consacré aux exactions commises en République démocratique du Congo (RDC) entre 1993 et 2003, le rapport Mapping. Un document enterré par l'ONU.

Comme le docteur Mukwege souhaite que ce rapport « sorte du tiroir où l'ONU l'a enfermé », il aurait demandé à l'agence DGM, d'organiser un colloque important en France pour frapper les esprits.

Du côté du docteur Mukwege, c'est une tout autre version qui est donnée. Selon son assistant que *La Croix* a contacté, le prix Nobel de la Paix n'a pas donné suite à l'invitation qui lui a été adressée pour cette rencontre du 9 mars. Il ne la parraine pas et il n'y participera. La raison ? L'orientation donnée à ce colloque : « Derrière, il y a des militaires français qui veulent répondre aux accusations portées par le Rwanda contre le rôle de l'armée française avant et pendant le génocide. » Et de citer une manœuvre du général Lafourcade, le commandant de l'opération Turquoise.

Contacté, le général Lafourcade reconnaît effectivement avoir rencontré le docteur Mukwege, il y a un an et demi, à Paris, à son retour de la remise du prix Nobel de la Paix. « Il a voulu nous rencontrer pour qu'on l'aide à monter un colloque sur les crimes commis en RDC, un sujet qu'il venait d'aborder dans son discours de réception du Prix Nobel. Il nous a exprimé sa reconnaissance pour l'opération Turquoise. Ce que nous avons fait, avec son soutien, comme en témoigne la lettre qu'il nous a envoyée pour cette rencontre du 9 mars. »

Quel est le rôle de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer ?

Son secrétaire perpétuel, Pierre Gény, assure à *La Croix* que l'Académie des Sciences d'Outre-Mer ne

le parraine plus. « Nous nous sommes, au début, associés à cet événement en raison de la présence du docteur Mukwege, dont nous soutenons le travail en RDC. Mais lorsque nous avons constaté la présence d'un certain nombre d'intervenants dont nous ne pourrions pas partager les analyses et qui ne coïncident pas avec notre éthique et notre vocation académique, nous nous sommes retirés de ce projet. Je n'y participerais pas, lundi matin. »

Pourquoi le Sénat ouvre-t-il ses portes à ce colloque ?

Selon nos informations, c'est le sénateur Gérard Longuet qui a porté ce projet au Sénat. Contactés par

La Croix, Gérard Longuet et Alain Richard n'ont pas donné suite à nos demandes. Gérard Longuet, comme tous les sénateurs, a le droit d'organiser de sa propre initiative et une fois par an, un colloque au Palais du Luxembourg, s'il remplit les conditions requises. Le président du Sénat, Gérard Larcher, n'a pas les moyens de s'y opposer dès lors que ces conditions ont été remplies.

Cependant, selon une source, des garanties auraient été demandées aux organisateurs de ce colloque pour qu'aucun propos négationniste ne soit tenu dans son enceinte. Cette affaire est remontée à l'Élysée et au Quai d'Orsay qui semblent embarrassés par cette initiative.